

Resolutions passed at Convention 2016

Emergency resolutions | Résolutions d'urgence

E-1 EMPLOYMENT INSURANCE // L'ASSURANCE-EMPLOI

Edmonton Strathcona

WHEREAS the downturn in the western economy has affected many workers;

WHEREAS the federal budgets arbitrary changes to EI eligibility excluded severely impacted regions including the Edmonton region and area as well as southern Saskatchewan;

WHEREAS these workers have paid into EI and deserve the right to access these benefits as they look for work;

BE IT RESOLVED THAT the NDP demand immediate access to expanded EI coverage for unemployed workers in the Edmonton region and southern Saskatchewan;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the NDP demand the federal government implement better program eligibility for these laid off workers.

—

ATTENDU QUE le ralentissement de l'économie dans l'Ouest a touché de nombreux travailleurs;

ATTENDU QUE le budget fédéral modifie arbitrairement l'admissibilité à l'assurance-emploi en excluant des régions durement touchées, y compris la région d'Edmonton, ainsi que le sud de la Saskatchewan;

ATTENDU QUE ces travailleurs ont cotisé à l'assurance-emploi et méritent le droit de recevoir ces prestations alors qu'ils sont à la recherche d'emploi;

IL EST RÉSOLU QUE le NPD demande un accès immédiat à la couverture d'assurance-emploi élargie pour les travailleurs sans emploi de la région d'Edmonton et du sud de la Saskatchewan;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le NPD demande au gouvernement fédéral d'améliorer l'admissibilité au programme pour ces travailleurs licenciés.

E-2 THE GOVERNMENT MUST TACKLE THE INDIGENOUS YOUTH SUICIDE CRISIS // LE GOUVERNEMENT DOIT S'ATTAQUER À LA CRISE DU SUICIDE CHEZ LES JEUNES AUTOCHTONES

*Submitted by Timmins-James Bay EDA
Présentée par l'AC de Timmins-James Bay*

WHEREAS the rate of suicide among Indigenous Youth is higher than any other group in Canada.

WHEREAS the rate of suicide among Indigenous Youth in Canada are some of the highest rates in the world

WHEREAS children only have one childhood and Canada is failing Indigenous youth

WHEREAS Budget 2016, introduced on March 22nd, failed to deliver any plan, program, or additional spending for mental health services for Indigenous Youth.

BE IT RESOLVED THAT The NDP demand that the Liberal government in consultation with Indigenous communities, immediately tackle the Indigenous Youth suicide crisis with a national plan and dedicated funding.

—

ATTENDU QUE le taux de suicide chez les jeunes autochtones est plus élevé que dans tout autre groupe au Canada;

ATTENDU QUE le taux de suicide chez les jeunes autochtones du Canada est le plus élevé dans le monde;

ATTENDU QUE les enfants n'ont qu'une enfance à vivre et que le Canada ne respecte pas ses obligations envers les jeunes autochtones;

ATTENDU QUE le budget 2016 présenté le 22 mars ne propose aucun plan, programme ou dépenses supplémentaires pour des services de santé mentale pour les jeunes autochtones;

IL EST RÉSOLU QUE LE NPD exige que le gouvernement libéral après consultation avec les communautés autochtones s'attaque immédiatement à la crise du suicide chez les jeunes autochtones en mettant sur pied un plan national accompagné d'un financement dédié.

E-3 BILL C-10 AND THE AIR CANADA PUBLIC PARTICIPATION ACT // RÉOLUTION D'URGENCE SUR LE PROJET DE LOI 10 ET LA LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D'AIR CANADA

Submitted by the Interantional Association of Machinists and Aerospace Workers

Présentée par l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale

WHEREAS the Air Canada Public Participation Act, which privatized Air Canada in 1988, required Air Canada perform its heavy maintenance and overhaul in Montreal, Mississauga with Winnipeg, and

WHEREAS Air Canada has been violation of the Act since 2012, when AVEOS, its spun-off heavy maintenance division, went bankrupt, with the direct loss of over 2,600 good Canadian jobs across Canada, and

WHEREAS the Harper government refused to enforce the legislation, and the Trudeau Liberals introduced on March 24 Bill C-10, which would remove the requirement for Air Canada to perform any significant maintenance in Canada, a serious blow to our air transport and aerospace sectors,

TBIR that the New Democratic Party will make every effort to defeat Bill C-10, require the government to enforce the provisions of the law, and defend the Canadian aerospace and air transport industries.

—

ATTENDU QUE la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada qui a privatisé Air Canada en 1988 exige qu'Air Canada effectue son entretien majeur et sa révision à Montréal, Mississauga and Winnipeg, et

ATTENDU QU'Air Canada a enfreint la loi depuis 2012 lorsqu'Aveos, sa division d'entretien majeur a fait faillite ce qui a entraîné la perte de 2 600 bons emplois partout au Canada, et

ATTENDU QUE le gouvernement Harper a refusé d'appliquer la loi et que les libéraux de Justin Trudeau ont présenté le projet de loi C-10 le 24 mars qui supprimerait l'obligation pour Air Canada d'effectuer tous travaux d'entretien importants au Canada, ce qui porte un sérieux coup aux secteurs du transport aérien et de l'aérospatial.

IL EST RÉSOLU QUE le Nouveau Parti démocratique fasse tous les efforts nécessaires pour empêcher l'adoption du projet de loi C-10, pour demander au gouvernement d'appliquer les dispositions de la loi et pour défendre l'industrie de l'aérospatial et l'industrie du transport au Canada.

E-4

ACTING ON LEAKED INFORMATION ON OFFSHORE TAX HAVEN ABUSES // PRENDRE ACTION RELATIVEMENT AUX FUITES D'INFORMATION SUR LES ABUS DES PARADIS FISCAUX

Submitted by Registered Delegates // Présentée par les délégués inscrits

WHEREAS newly leaked documents, known as the Panama Papers, have exposed a massive network of shell companies and secret accounts in offshore tax havens that implicate more than three hundred Canadians;

WHEREAS this leak follows revelations on March 8th that the Canada Revenue Agency offered sweetheart deals to wealthy clients of KPMG caught using an offshore tax sham who were given amnesty with no penalties;

WHEREAS the use of offshore tax havens by wealthy individuals and corporations for tax avoidance and evasion costs Canada billions of dollars each year;

WHEREAS the Liberal Government has refused to address the serious issues raised by the Panama Papers and the KPMG scheme;

BE IT RESOLVED THAT the NDP pressure the Liberal government to fully investigate the sweetheart deals offered to KPMG clients and prosecute those responsible where appropriate

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the NDP call on the government to investigate all Canadians linked to the Panama Papers

AND BE IT FURTHER RESOLVED THAT the NDP push the government to swiftly introduce legislative amendments to eliminate loopholes and fight international tax evasion

—

ATTENDU QUE les nouvelles fuites de documents, connues sous le nom de Panama Papers, ont mis au jour un important réseau de sociétés-écrans et de comptes secrets dans des paradis fiscaux à l'étranger qui concernaient plus de trois cents Canadiens;

ATTENDU QUE ces fuites font suite à des révélations le 8 mars voulant que l'Agence canadienne du revenu ait offert des attentions de faveur à de riches clients de KPMG qui ont été pris à utiliser un stratagème qui recevaient l'amnistie sans pénalité;

ATTENDU QUE l'usage de ces paradis fiscaux par de riches personnes et entreprises pour éviter de payer des impôts et pour de l'évasion fiscale coûte des milliards de dollars au Canada chaque année;

ATTENDU QUE le gouvernement libéral refuse de trouver une solution à cette question importante soulevée par le Panama Papers et le stratagème de KPMG;

IL EST RÉSOLU QUE le NPD fasse pression auprès du gouvernement fédéral pour qu'il fasse enquête sur ces attentions de faveur offertes aux clients de KPMG poursuive les responsables lorsque cela est nécessaire;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU que le NPD exige que le gouvernement mène une enquête auprès de tous les Canadiens liés au Panama Papers;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU que le NPD pousse le gouvernement à présenter rapidement des modifications à la loi pour éliminer les lacunes et qu'il se batte contre l'évasion fiscale internationale.

**E-5
HOLDING THE GOVERNMENT TO ACCOUNT ON CLOSING STOCK OPTION LOOPHOLES //
TENIR LE GOUVERNEMENT RESPONSABLE D'ÉLIMINER LES ÉCHAPPATOIRES SUR LES
OPTIONS D'ACHAT D'ACTION**

Submitted by Registered Delegates // Présentée par les délégués inscrits

WHEREAS the Liberal Party platform promised to restrict the use of the employee stock option deduction loophole which allows wealthy CEOs to avoid paying taxes on much of their compensation;

WHEREAS this loophole costs the Treasury more than \$800 million each year that primarily goes to very high income individuals;

WHEREAS Budget 2016, introduced on March 22nd, failed to introduce promised changes to close this loophole, and the Minister for Innovation, Science and Economic Development has since declared that they are “a legitimate form of compensation”;

BE IT RESOLVED THAT The NDP demand that the Liberal government live up to its commitment to address the employee stock option deduction loophole in order to fight growing inequality and make our tax system more efficient and fair.

—

ATTENDU QUE les libéraux ont promis dans leur programme électoral de limiter l'usage de la déduction pour option d'achat d'actions accordée aux employés qui permet aux riches PDG d'éviter de payer de l'impôt sur la majeure partie de leur indemnisation;

ATTENDU QUE l'échappatoire coûte au trésor public plus de 800 millions de dollars chaque année qui sont versés dans un premier temps à des personnes à revenu élevé

ATTENDU QUE le budget 2016 présenté le 22 mars ne comprenait aucun des changements promis pour mettre fin à cet échappatoire et que le ministre de l'Innovation, de la Science et du Développement économique a déclaré depuis qu'ils sont une forme légitime de compensation;

IL EST RÉSOLU QUE le NPD exige que le gouvernement libéral respecte ses engagements de trouver une solution à la déduction pour option d'achat d'actions accordée aux employés de façon à combattre l'inégalité croissante et de rendre notre système fiscal plus efficient et équitable.

**E-6
ALL COMMUNITIES DESERVE BASIC PUBLIC SAFETY MEASURES // TOUTES LES
COMMUNAUTÉS MÉRITENT DES MESURES FONDAMENTALES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Submitted by Registered Delegates // Présentée par les délégués inscrits

WHEREAS no community should live under a continual threat to public safety

WHEREAS too many on-reserve Indigenous communities have been living for decades without basic fire protection systems such as working fire hydrants, water systems or sprinklers. This puts the entire community at risk and has led to too many tragic deaths.

WHEREAS major gaps to Indigenous infrastructure such as overcrowding due to a housing shortage puts communities even further at risk

WHEREAS Budget 2016, introduced on March 22nd, failed to deliver any plan, program, or additional spending specifically targeted to fire suppression systems on-reserve.

BE IT RESOLVED THAT The NDP demand that the Liberal government in consultation with Indigenous communities, put in a plan and dedicated spending to ensure no Indigenous community on reserve is living under a constant threat to public safety.

—

ATTENDU QU'aucune communauté ne devrait voir sa sécurité publique constamment menacée;

ATTENDU QU'un trop grand nombre des communautés autochtones vivant dans les réserves vivent depuis des décennies sans un système de protection contre les incendies de base tel que des bornes d'incendie fonctionnelles, réseaux d'approvisionnement en eau et gicleurs. Cela met en péril toute la communauté et a mené à des décès tragiques.

ATTENDU QUE des lacunes importantes dans les infrastructures des autochtones telles que le surpopulation causée par le manque de logement expose les communautés à un plus grand danger;

ATTENDU QUE le budget 2016 présenté le 22 mars ne propose aucun plan, programme ou dépenses supplémentaires spécifiquement consacrés à des systèmes d'extinction des incendies sur les réserves;

IL EST RÉSOLU que le NPD exige que le gouvernement libéral après consultation avec les communautés autochtones mette en place un plan accompagné d'un financement dédié pour s'assurer qu'aucune communauté autochtone dans les réserves ne voit sa sécurité publique constamment menacée.

PANEL ONE | GROUPE DE DISCUSSION 1

1-1-16

CORPORATE TAX RATE

TBIR the NDP advocate in the current Parliament for corporate tax rates to be increased to ensure that corporations pay their fair share to finance social programs

TAUX D'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS

IL EST RÉSOLU QUE le NPD plaide dans la session parlementaire en cours en faveur d'une augmentation des taux d'imposition des sociétés afin de veiller à ce que les entreprises paient leur juste part pour financer les programmes sociaux.

1-10-16

ABOLISH UNPAID INTERNSHIPS AND CO-OP PLACEMENTS

TBIR the following paragraph be added to NDP Policy:

1.12.g. Abolishing unpaid internships.

METTRE FIN AUX STAGES NON RÉMUNÉRÉS ET « CO-OP »

IL EST RÉSOLU QUE soit ajouté l'alinéa suivant aux Politiques du NPD :

1.12 (g) : Mettre fin aux stages non rémunérés.

1-2-16

SUPPLY MANAGEMENT

TBIR Section 1.9 (g) of the policy book be amended as follows: New Democrats believe in:

Maintaining supply managed dairy, eggs, and poultry, and the farm incomes they support, ending the work-arounds to supply management by sub-products (diafiltered milk) and ensuring that any new trade agreement upholds our successful system of supply management.

GESTION DE L'OFFRE

IL EST RÉSOLU QUE l'alinéa 1.9 (g) de l'énoncé de politiques soit modifié comme suit : Les néo-démocrates veulent :

Maintenir la gestion de l'offre pour le lait, les œufs et la volaille, ainsi que protéger les revenus qui en découlent, mettre fin au contournement de la gestion de l'offre par les sous-produits (exemple: lait diafiltré) et s'assurer que tout nouvel accord commercial maintienne notre système efficace de gestion de l'offre.

1-3-16

ENSURING ADEQUATE INCOME SUPPORT AND REHABILITATION FOR WORKERS

TBIR the following clause be added to section 1.12 of the policy book:

1.12 (d) Providing adequate income support and rehabilitation for all workers who are injured or become disabled; retraining and placement services for workers who cannot return to their previous employment; transitional support until permanent benefits are established for those who can no longer work.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT all subsequent clauses are alphabetized accordingly.

ASSURER DES SERVICES DE RÉADAPTATION ET UN SOUTIEN DU REVENU SUFFISANTS POUR LES TRAVAILLEURS

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la disposition suivante soit ajoutée à l'article 1.12 de l'énoncé des politiques :

1.12 (d) Fournir des services de réadaptation et un soutien du revenu suffisant à tous les travailleurs qui se blessent ou acquièrent des incapacités; des services de recyclage et de placement aux travailleurs qui ne peuvent réintégrer leur emploi précédent; un soutien transitoire jusqu'à ce que des prestations permanentes soient établies pour ceux qui ne peuvent plus travailler.

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE toutes les dispositions suivantes soient remises dans l'ordre alphabétique en conséquence.

1-4-16

ENFORCING THE LAW ON WORKERS' DEATHS

TBIR the NDP press the Minister of Justice and the Justice Department to ensure corporate officers are held accountable to the Criminal Code regarding workplace deaths and serious injuries;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the NDP press the Minister of Justice and the Justice Department to work with their provincial counterparts to develop education and training for frontline officers and provincial authorities on the Criminal Code responsibilities for corporations and their officers regarding workplace deaths and serious injuries.

FAIRE OBSERVER LA LOI EN CE QUI CONCERNE LE DÉCÈS DE TRAVAILLEURS

IL EST RÉSOLU QUE le NPD fasse pression sur le ministre et le ministère de la Justice pour faire en sorte que les dirigeants d'entreprise soient tenus responsables en vertu du Code criminel des décès et des blessures graves en milieu de travail.

IL EST DE PLUS RÉSOLU QUE LE NPD fasse pression sur le ministre et le ministère de la Justice pour qu'ils travaillent de concert avec leurs homologues provinciaux afin de développer l'éducation et la formation d'agents de première ligne et des autorités provinciales relativement aux responsabilités prévues au Code criminel pour les sociétés et leurs dirigeants en ce qui a trait aux décès et aux blessures graves en milieu de travail.

PANEL TWO | GROUPE DE DISCUSSION 2

2-5-16

LEAP MANIFESTO

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the NDP recognizes and supports the Leap Manifesto as a high-level statement of principles that speaks to the aspirations, history, and values of the party. We recognize and embrace the opportunity to confront the twin crises of inequality and climate change with an inspiring and positive agenda – to transform society as we transition to an economy beyond fossil fuels. The specific policies in the manifesto can and should be debated and modified on their own merits and according to the needs of various communities and all parts of Canada, but the goal of transforming our country according to the vision in the manifesto is in harmony with the core beliefs and tradition of the NDP.

THEREFORE, BE IT FURTHER RESOLVED THAT the New Democratic Party looks forward to meaningful opportunity to debate the Leap Manifesto in riding associations across the country;

AND BE IT FURTHER RESOLVED THAT these discussions be part of a pre-convention policy process leading up to 2018.

MANIFESTE UN GRAND BOND VERS L'AVANT

IL EST RÉSOLU QUE le NPD reconnaisse et appuie le Manifeste Un grand bond vers l'avant à titre de déclaration de principes de haut niveau, qui rejoint les aspirations, l'histoire et les valeurs du parti. Nous reconnaissons et appuyons la possibilité de nous attaquer aux crises jumelles que représentent l'inégalité et les changements climatiques à l'aide d'un programme inspirant et positif – dans le but de transformer la société à mesure que nous passons à une économie qui ne reposera plus sur les combustibles fossiles. Les politiques précises du Manifeste peuvent et doivent être débattues et modifiées au cas par cas et selon les besoins des diverses collectivités, et de toutes les régions du Canada, mais le but de la transformation de notre pays d'après la vision du Manifeste est en harmonie avec les valeurs profondes et la tradition du NPD.

IL EST RÉSOLU QUE le Nouveau Parti démocratique recherche de nouveaux débouchés significatifs de débat auprès des associations de circonscription partout au pays;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE ces discussions fassent partie d'un processus stratégique préalable à sa convention jusqu'en 2018.

2-1-16

NATIONAL TRANSIT STRATEGY

BE IT RESOLVED THAT the federal government puts in place substantial, predictable and long-term funding for public transit for rural and urban municipalities under the framework of a National Transit Strategy.

STRATÉGIE NATIONALE DE TRANSPORT EN COMMUN

IL EST RÉSOLU QUE le gouvernement fédéral mette à la disposition des municipalités rurales et urbaines des sommes importantes, prévisibles et à long terme pour le transport en commun dans le cadre d'une Stratégie nationale en matière de transport en commun.

2-2-16

WASTE WATER DUMPING

BE IT RESOLVED THAT an NDP government will ensure sufficient, stable infrastructure funding to assist provinces, municipalities and Indigenous communities to better manage their waste water.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT that the NDP call on the government to explore the possibility of establishing, in cooperation with the provinces and territories, one or more financial assistance programs, such as the one proposed by the Federation of Canadian Municipalities, that would bring up to standard the septic systems of residences that are not connected to a sanitation system in an effort to ensure urban/rural balance, lake protection, water quality and public health.

LES DÉVERSEMENTS D'EAUX USÉES

IL EST RÉSOLU QUE le NPD demande au gouvernement d'assurer un financement stable et suffisant en infrastructure afin d'aider les provinces, les municipalités et les communautés autochtones à mieux gérer leurs eaux usées.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE demande au gouvernement d'étudier la possibilité de mettre en place, en collaboration avec les provinces et les territoires, un ou des programmes d'appuis financiers, en prenant exemple sur celui proposé par la Fédération canadienne des municipalités, qui permettraient la mise aux normes de installations septiques des résidences non reliées à un réseau sanitaire, dans une démarche visant à assurer l'équité urbaine/rurale, la protection des lacs, la qualité de l'eau et de la santé publique.

2-3-16

RENEWABLE ENERGY CO-OPERATIVES

BE IT RESOLVED THAT the following clause be added to Section 2.4 of the policy book:

2.4 New Democrats believe in:

Providing substantive support to renewable energy co-operatives in recognition of the role they can play in tackling climate change.

LES COOPÉRATIVES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

IL EST RÉSOLU QUE la disposition suivante soit ajoutée à la Section 2.4 du Fonds de politiques :

2.4 Les néodémocrates veulent :

Offrir un soutien important aux coopératives d'énergie renouvelable en reconnaissance du rôle qu'elles peuvent jouer dans la lutte aux changements climatiques.

PANEL THREE | GROUPE DE DISCUSSION 3

3-01-16

ON HEALTH ACCORDS

TBIR New Democrats believe in:

Stable, sufficient federal health care funding through 5-10 year negotiated accords, with specific, measurable objectives identified and monitored, a medium-term target of at least 25% federal funding by no later than 2025, and a long-term goal of returning to 50/50 cost-sharing between federal and provincial governments.

BE IT FURTHER RESOLVED that the NDP strongly denounces user fees for insured services in Canada's public healthcare system as it is now the norm in Quebec and Saskatchewan for certain services and call on the Government to exercise the provisions of the Canada Health Act.

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE LES NÉO-DÉMOCRATES VEULENT CE QUI SUIT :

Un financement fédéral stable et suffisant dans le domaine des soins de santé découlant d'accords négociés d'une durée de 5 à 10 ans, qui s'accompagne de la détermination et de la surveillance d'objectifs précis et mesurables, d'un objectif à moyen terme selon lequel le financement fédéral représentera au moins 25 % en 2025 au plus tard, et d'un objectif à long terme consistant à rétablir un partage égal des coûts entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

IL EST RÉSOLU QUE le NPD dénonce fermement les frais d'utilisateurs-payeurs pour les services assurés par le système de santé public du Canada tel que cela est la norme présentement pour certains services au Québec et en Saskatchewan et demande au gouvernement de mettre en application les dispositions de la Loi canadienne sur la Santé.

3-02-16

ON POVERTY REDUCTION

TBIR the Federal New Democratic Party of Canada implement a National Poverty Reduction campaign based on the strategy outlined in "An Act to Eliminate Poverty in Canada"; and

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the Federal New Democratic Party of Canada utilize grass roots organizing to mobilize Canadians around the issue of poverty as a priority in conjunction with their efforts to form Canada's first NDP Federal Government.

MISE EN ŒUVRE D'UNE CAMPAGNE NATIONALE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Qu'il soit résolu que le Nouveau Parti démocratique du Canada mette en œuvre une campagne nationale de réduction de la pauvreté fondée sur la stratégie énoncée dans la « Loi visant à éliminer la pauvreté au Canada »; et

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le Nouveau Parti démocratique du Canada fasse appel à des organisations locales pour mobiliser les Canadiens autour de la question prioritaire de la pauvreté, tout en poursuivant ses efforts pour former le premier gouvernement néo-démocrate fédéral de l'histoire du Canada.

3-15-16

ON HARM REDUCTION AND REPEALING BILL C-2

TBIR Canada's NDP will approach the issue of problematic substance use as a health issue rather than a matter of public safety.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Canada's NDP will oppose abstinence based programs as the only drug treatment option available to Canadians.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Canada's NDP will continue to express its support for harm reduction initiatives like supervised injection facilities; prescription opiate maintenance programs; and access to harm reduction supplies in our communities, health care facilities and prisons.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Canada's NDP will support /pressure the Canadian government to repeal Bill C-2, the Respect for Communities Act which restricts access to supervised injection services like Insite.

LA RÉDUCTION DES MÉFAITS

Qu'il soit résolu que le NPD du Canada considère la consommation problématique de substances comme une question de santé au lieu d'une question de sécurité publique;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le NPD du Canada s'oppose aux programmes axés sur l'abstinence comme seule option de traitement de la toxicomanie accessible aux Canadiens;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le NPD du Canada continue d'exprimer son soutien aux initiatives de réduction des méfaits, comme les lieux d'injection supervisés, les programmes de traitement d'entretien aux opiacés, et l'accès à des fournitures de réduction des méfaits dans nos collectivités, nos établissements de soins de santé et nos prisons

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le NPD du Canada demande avec insistance au gouvernement fédéral d'abroger le projet de loi C2, Loi sur le respect des collectivités, qui limite l'accès à des services d'injection supervisés comme Insite.

3-03-16

ON FIRST NATIONS CHILD WELFARE AND THE HUMAN RIGHTS TRIBUNAL RULING:

TBIR the NDP support the directives of the Canadian Human Rights Tribunal (citation 2016 CHRT 2) ruling regarding the funding of on-reserve child welfare services.

BE IT FURTHER RESOLVED that the NDP call on the government to uphold its economic, legal and moral obligations to end discrimination against Indigenous children by putting in place the full and proper funding that Budget 2016 failed to deliver.

DÉCISION DU TRIBUNAL CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE PROTECTION DE L'ENFANCE DES PREMIÈRES NATIONS SUR LES TERRITOIRES TRADITIONNELS

IL EST RÉSOLU que le NPD appuie les directives de la décision du Tribunal canadien des droits de la personne (2016 CHRT 2) concernant le financement des services de bien-être de l'enfance dans les réserves.

IL EST RÉSOLU que le NPD demande au gouvernement de maintenir ses obligations économiques, légales et morales pour mettre fin à la discrimination contre les enfants autochtones en mettant en place un financement intégral et adéquat qui n'est pas offert dans le Budget 2016.

3-04-16

ON STRENGTHENING AND EXPANDING CPP

TBIR the Federal NDP will continue to work with the Canadian Labour Congress on its campaign to demand the immediate, universal expansion of the CPP; will mount a fully researched and strategic campaign in the House of Commons in cooperation with provincial sections and electoral district associations against any changes to the CPP that erode the current universal nature of the plan; and integrate expanded CPP coverage, increased Old Age Security

benefit, a return of OAS eligibility to 65 and the Guaranteed Income Supplement into a campaign for increased retirement income security for all Canadians.

UNIVERSALITÉ DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Qu'il soit résolu que le NPD du Canada continue de collaborer avec le Congrès du travail du Canada relativement à la campagne visant à demander l'universalité immédiate du RPC; le NPD organise à la Chambre des communes, en collaboration avec les sections provinciales et les associations de circonscription, une campagne stratégique et entièrement documentée contre tout changement du RPC qui ferait en sorte d'affaiblir la nature universelle actuelle du Régime; que le NPD intègre une couverture élargie du RPC, une hausse des prestations de la Sécurité de la vieillesse ainsi que le fait de ramener à 65 ans l'âge d'admissibilité à la SV et au Supplément de revenu garanti à une campagne prônant une amélioration de la sécurité du revenu de retraite pour tous les Canadiens.

3-45-16

ON A BASIC INCOME GUARANTEE

BE IT RESOLVED THAT the New Democratic Party affirm the principle of a Basic Income Guarantee

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the New Democratic Party endorses informed discussion within the party to explore potential options for a basic income guarantee for all in Canada, drawing on existing expertise, fostering additional research and analysis, and collaborating with interested partners, and to report to the next Convention.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the New Democratic Party calls upon the Government of Canada, in the context of its poverty reduction strategy, to promote national discussion and explore options for a basic income for all, in collaboration with political parties, provincial, territorial, municipal and Aboriginal governments, and non-governmental organizations, in particular where such actors have begun this work.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the NDP would support the creation of a minimum income pilot program as a step towards eliminating poverty in Canada

ALLER DE L'AVANT AVEC UN REVENU DE BASE GARANTI POUR TOUS

IL EST RÉSOLU QUE le Nouveau Parti démocratique reconnaisse le principe de Revenu de base garanti

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le Nouveau Parti démocratique approuve la tenue d'une discussion éclairée au sein du parti pour examiner les options qui s'offrent concernant un revenu de base garanti pour tous au Canada, en mettant à profit l'expertise existante, en encourageant l'exécution de recherches et d'analyses additionnelles et en collaborant avec des partenaires intéressés, et approuve la présentation d'un rapport au prochain congrès;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le Nouveau Parti démocratique demande au gouvernement du Canada, dans le contexte de la stratégie de réduction de la pauvreté, d'encourager la tenue d'une discussion nationale et d'examiner les options concernant un revenu de base pour tous, en collaboration avec les partis politiques, les administrations provinciales, territoriales, municipales et autochtones et des organisations non gouvernementales, particulièrement dans les cas où les intervenants ont entrepris des travaux dans ce domaine.

IL EST RÉSOLU QUE le NPD appuierait la création d'un projet pilote de revenu minimum comme une étape menant à l'élimination de la pauvreté au Canada.

PANEL FOUR | GROUPE DE DISCUSSION 4

4-1-16

TRANS PACIFIC PARTNERSHIP

TBIR the NDP demand that the Liberal government renegotiate the TPP and create a new agreement that protects end-to-end supply management and our jobs and is in the best interest of Canadians.

BE IT RESOLVED THAT the NDP begin the following initiatives regarding the TPP:

- a. Request the Parliamentary Budget Officer to conduct a comprehensive impact analysis of the TPP Agreement on the economy, health, environment, labour rights, intellectual property rights, culture and sovereignty.
- b. Request the government to hold public hearings, including consultations with First Nations and Indigenous Communities.
- c. That the Parliamentary Officer's report be made public prior to debate in parliament regarding ratification of the TPP.
- d. Organize Canada wide opposition to the ratification of the TPP with the CLC and other like-minded groups and organizations.

LE PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE

IL EST RÉSOLU QUE le NPD exige du gouvernement libéral qu'il renégocie le PTP et créer un nouvel accord qui protège la gestion de l'offre intégrale, nos emplois et qui soit dans l'intérêt des Canadiens.

le NPD entreprenne les initiatives suivantes à l'égard du PTP :

- a. Demander au directeur parlementaire du budget de procéder à une analyse approfondie des impacts du PTP sur l'économie, la santé, l'environnement, les droits des travailleurs, les droits de propriété intellectuelle, la culture et la souveraineté.
- b. Demander au gouvernement de tenir des audiences publiques, ce qui comprend des consultations auprès des Premières Nations et des collectivités autochtones.
- c. Demander que le rapport du directeur parlementaire du budget soit rendu public avant qu'ait lieu le débat au Parlement concernant la ratification du PTP.
- d. Organiser l'opposition pancanadienne à la ratification du PTP avec le CTC et d'autres groupes et organisations aux vues similaires.

4-2-16

KOMAGATA MARU INCIDENT

TBIR the NDP of Canada offer an official apology for the Komagata Maru incident to the South Asian communities, and the Sikh community in particular, to which the deceased persons belonged and who died for daring to pursue a Canadian dream;

BE IT RESOLVED THAT the NDP request that the government offer an official apology to the South Asian communities, and the Sikh community in particular, to which the deceased persons belonged and who died for daring to pursue a Canadian dream.

L'INCIDENT DU KOMAGATA MARU

IL EST RÉSOLU QUE le NPD du Canada offre des excuses officielles pour l'incident du Komagata Maru aux communautés sud-asiatiques, et en particulier à la communauté sikhe, dont étaient issues les personnes décédées pour avoir osé poursuivre un rêve canadien.

IL EST RÉSOLU QUE le NPD demande au gouvernement d'offrir des excuses officielles aux communautés sud-asiatiques, et en particulier à la communauté sikhe, dont étaient issues les personnes décédées, pour avoir osé poursuivre un rêve canadien.

4-3-16

INTERNATIONAL CAMPAIGN TO ELIMINATE TORTURE AND THE DEATH PENALTY

TBIR Canada must conduct an international campaign to eliminate torture and the death penalty.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Canada should ratify the UN Optional Protocol to the Convention against Torture and encourage other countries to sign it.

CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR ÉLIMINER LA TORTURE ET LA PEINE DE MORT

IL EST RÉSOLU QUE le Canada doive mener une campagne internationale pour éliminer la torture et la peine de mort.

IL EST RÉSOLU QUE le Canada devrait ratifier le Protocole facultatif à la Convention contre la torture des Nations Unies et encourager les autres pays à le signer.

4-4-16

NUCLEAR DISARMAMENT

TBIR Section 4.1 Human Rights and World Peace in the NDP Policy Book be amended to add the following:

New Democrats believe in:

g. Actively supporting international efforts to promote nuclear disarmament.

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

IL EST RÉSOLU QUE D'amender la section la section 4.1 Droits de la personne et paix dans le monde du Fonds de politiques du NPD, comme suit :

Les néo-démocrates veulent :

g. Soutenir activement les efforts internationaux visant à promouvoir le désarmement nucléaire.

4-5-16

GLOBAL MATERNAL MORTALITY REDUCTION

TBIR the following clause be added to section 4.2 in the policy book and that all subsequent clauses be alphabetized accordingly:

4.2.e. Supporting funding through initiatives for global maternal mortality reduction that include funds for contraception and for the provision of safe abortion, as well as trained providers for contraception, abortion and pregnancy/childbirth care.

RÉDUIRE LA MORTALITÉ MATERNELLE

IL EST RÉSOLU QUE D'ajouter la clause suivante à la section 4.2 du Fonds de politiques et de modifier en conséquence le classement par ordre alphabétique de toutes les clauses subséquentes :

4.2.e. Soutenir le financement octroyé dans le cadre d'initiatives visant à réduire la mortalité maternelle à l'échelle du globe, ce qui comprend des fonds pour la contraception et des avortements sécuritaires ainsi que pour la prestation de services par des fournisseurs qualifiés en matière de contraception, d'avortement et de soins pendant la grossesse et l'accouchement.

4-6-16

RESETTLEMENT ASSISTANCE PROGRAM ELIGIBILITY//

TBIR the NDP call on the government to recognize the value of resettlement organizations by changing the eligibility criteria for RAP such that these organizations can apply for funding that would allow them to offer resettlement assistance.

ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME D'AIDE À LA RÉINSTALLATION

IL EST RÉSOLU QUE le parti demande au gouvernement de reconnaître la valeur des organisations d'aide à la réinstallation en modifiant les critères d'admissibilité au PAR de telle sorte que ces organisations puissent demander des fonds qui leur permettraient de fournir des services d'aide à la réinstallation.

4-7-16

IMPROVING THE PARENT AND GRANDPARENT REUNIFICATION PROGRAM

TBIR the following clause be added to Section 4.4 of the policy book:

Eliminating the intake quota of parent and grandparent sponsorship applications;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the Party call on the government to engage in meaningful consultations with Canadians on how to reform the immigration system to better recognize the value that parents and grandparents bring to families in our country.

AMÉLIORATION DU PROGRAMME DE RÉUNIFICATION DES PARENTS ET DES GRANDSPARENTS

D'ajouter la clause suivante à la section 4.4 du Fonds de politiques :

Éliminer la limite du nombre de demandes admissibles de parrainage de parents et de grands-parents;

IL EST RÉSOLU QUE le parti demande au gouvernement d'entreprendre de véritables consultations avec les Canadiens sur la façon de réformer le système d'immigration pour faire en sorte qu'on reconnaisse davantage la valeur que représentent les parents et les grands-parents pour les familles dans notre pays.

PANEL FIVE | GROUPE DE DISCUSSION 5

5-1-16

PROPORTIONAL REPRESENTATION

The following resolution just passed convention:

TBIR the NDP:

- make electoral reform a top priority during the current Parliament;
- encourage its members to collaborate with civil society organizations who advocate for proportional representation (PR);
- apply pressure for consultations to include expert, citizen and all-party participation;
- work constructively with other parties to develop proposals that enjoy legitimacy and make every vote count;
- emphasize that preferential ballots alone does not meet the test, calls on the government to form immediately an all-party committee where all parties are represented and no party has a majority so Canadians can really have confidence in the process; and,
- remain open to a made-in-Canada solution developed through a consensus-based reform process, in time for the 2019 federal election.

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE

IL EST RÉSOLU QUE le NPD :

- fasse de la réforme électorale une priorité absolue durant la présente législature;
- invite ses membres à collaborer avec des organisations de la société civile qui défendent la représentation proportionnelle (RP);
- exerce une pression pour que des experts, des citoyens et des représentants de tous les partis soient inclus dans les consultations;
- travaille de façon constructive avec les autres partis à l'élaboration de propositions qui soient légitimes et fassent en sorte que chaque vote compte;
- insiste sur le fait que les scrutins préférentiels sont insuffisants à eux seuls, demande au gouvernement de former immédiatement un comité composé de représentants de tous les partis ou aucun parti n'a la majorité afin les Canadiens puissent vraiment faire confiance au processus; et,
- demeure ouvert à une solution entièrement conçue au Canada dans le cadre d'un processus de réforme fondé sur le consensus, à temps pour l'élection fédérale de 2019.

5-2-16

INDIGENOUS PEOPLES

TBIR the NDP endorse fully implementing the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

PEUPLES AUTOCHTONES

IL EST RÉSOLU QUE le NPD approuve la mise en œuvre intégrale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

5-3-16

MAXIMUM LENGTH OF FEDERAL ELECTION CAMPAIGNS

TBIR the NDP support the adoption of legislation limiting the length of an election campaign to a maximum of 45 days.

RÉSOLUTION VISANT À FIXER LA DURÉE MAXIMALE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

IL EST RÉSOLU QUE le NPD appuie l'instauration d'une loi limitant la période d'une campagne électorale à un maximum de 45 jours.

5-4-16

PROROGATION

TBIR Canada's NDP believes that the unilateral prorogation of Parliament or Legislatures in Canada without consent of elected members is undemocratic.

PROROGATION

Le NPD du Canada estime que la prorogation du Parlement ou d'une législature au Canada sans le consentement des membres élus est antidémocratique.

5-5-16

LOWERING OF THE LEGAL VOTING AGE

TBIR paragraph (f) be added to section 5.2 of NDP Policy as follows: "Lowering the legal voting age from 18 years to 16 years."

DIMINUER L'ÂGE LEGAL DU VOTE

IL EST RÉSOLU QUE soit ajouté au point 5.2 des Politiques du NPD l'alinéa (f) « Ajuster l'âge légal de vote de 18 ans à 16 ans ».

5-6-16

GENDER PARITY

TBIR Reinstate public funding for political parties;

Increase funding, through a ballot box premium, for political parties with at least 50% of candidates who identify as a gender other than male;

Increase funding, through a second ballot box premium, of political parties that elect a deputation of at least 40% of people who identify as a gender other than male.

PARITÉ DES GENRES

IL EST RÉSOLU QUE

Rétablit le financement public des partis politiques;

Bonifie, par une prime à l'urne, le financement des partis politiques ayant présenté au moins 50 % de candidats qui s'identifient à un sexe autre que masculin;

Bonifie, par une seconde prime à l'urne, le financement des partis politiques ayant fait élire au moins 40 % de personnes qui s'identifient à un sexe autre que masculin.

5-7-16

IMPROVING ACCESS TO INFORMATION

TBIR the New Democratic Party supports the establishment of an independent process to declassify information over which national security or investigative barriers affect access via the Access to Information Act or the Privacy Act.

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION

IL EST RÉSOLU QUE le Nouveau Parti démocratique soutienne l'établissement d'un processus indépendant pour déclassifier l'information dans les cas où des questions de sécurité nationale ou des obstacles liés à des enquêtes ont une incidence sur l'accès aux renseignements en vertu de la Loi sur l'accès à l'information ou de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

5-8-16

PROTECTING ABORIGINAL ECONOMIC COMPETITIVENESS

TBIR an NDP government would repeal the First Nations Financial Transparency Act.

PROTECTION DE LA COMPETITIVITE ECONOMIQUE DES AUTOCHTONES

IL EST RÉSOLU QUE un gouvernement néo-démocrates abrogerait la Loi sur la transparence financière des Premières Nations.

PANEL SIX | GROUPE DE DISCUSSION 6

6-1-16

OMNIBUS 1 - RIGHTS OF PERSONS WITH DISABILITIES AS COMPILED BY THE RESOLUTIONS COMMITTEE

Policy Book section 6.4 on the Rights of Persons with Disabilities is outdated and feeble,

WHEREAS this proposed revision is based on research and consultation within and outside the NDP, providing clarity and direction to the Critic for Persons with Disabilities in addressing the inequalities experienced by this group,

TBIR section 6.4 of the policy book be revised in its entirety, and amended as follows: New Democrats believe in:

- a. The equality of persons with disabilities with all other people and the full inclusion and effective participation of all persons with disabilities in Canadian society as guided foremost by the Canadian Charter of Rights and Freedoms and the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (UNCRPD)
- b. The full implementation of the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities including:
 - i. national action plan with benchmarks and timelines
 - ii. independent monitoring mechanism
 - iii. meaningful involvement of the disability community in developing and monitoring the plan
 - iv. signing and ratifying the Optional Protocol that provides a complaints mechanism
 - v. ending the reservation on Article 12 that provides equal recognition before the law
- c. The creation and implementation of a comprehensive Canadians with Disabilities Act (CDA). Developed with broad and meaningful consultation with people living with disabilities and their families and other stakeholders, the Act will eliminate barriers and promote accessibility, effective participation, and equality of opportunity for persons living with disabilities.
- d. Adequate funding for the Court Challenges Program to ensure that people with disabilities and allied organizations are able to protect and advance equality rights
- e. Applying a disability lens, i.e. disability-based analysis, to public policy and meaningfully including people living with disabilities in the development of public policy
- f. Appointing a Disability Commissioner to advise Parliament and the minister responsible for issues affecting persons with disabilities and their families until this responsibility is assigned under the implementation of the UNCRPD or the CDA
- g. Promoting the economic equality of people with disabilities through:
 - i. equitable pay with people without disabilities
 - ii. Initiatives that break down systemic barriers to employment
 - iii. Initiatives to recruit, hire, promote and retain people with disabilities in the public and private sectors
 - iv. stopping the disproportionate employment of people with disabilities in temporary and precarious work
 - v. improved access to EI regular benefits, sick benefits and compassionate care benefits

- h. Reducing poverty and exclusion by coordinating benefits and increasing access to adequate income support programs
- i. Establishing tax fairness and revenue supports for people with disabilities, including fair and equitable refundability of tax credits
- j. Simplifying, clarifying and ensuring fairness and transparency in access to the Disability Tax Credit and Canada Pension Plan Disability benefits. Eliminating the bias in program approach that effectively establishes “classes” of disability with unequal results in access to benefits.
- k. Fixing the Canada Pension Plan Disability appeal process. Giving appellants a hearing in a reasonable amount of time, in an equitable format, with a representative of their choosing and with adjudicators having expertise in disability issues.
- l. Ensuring accessible services are available in-person, by telephone and on-line at all points-of- contact with the federal government, federal institutions and Crown corporations
- m. Investing in affordable, stable, safe, accessible and supportive housing
- n. Ensuring equitable access, cost and quality of post-secondary education for students with disabilities
- o. Ensuring that investments in health, pharmacare, public transit, infrastructure, community and social services, and sport and recreation increase the social inclusion and participation of people with disabilities
- p. Developing a Disability Justice Strategy to ensure equitable treatment of people with disabilities who come into contact with the justice system as victims, witnesses, suspects and offenders. The strategy would include a core set of principles and directives around appropriate communications and support, early intervention and diversion, increased service capacity and accessibility, effective training, enhanced accountability and monitoring, and better policies and frameworks
- q. Addressing the higher rates of violence and crime against people with disabilities, especially women with disabilities
- r. Eliminating obstacles to the political participation of people with disabilities by:
 - i. reforming the electoral system
 - ii. developing an Access to Elected Office strategy
 - iii. compensating disability-related costs to run for office
 - iv. promoting and providing an inclusive environment that enables full and effective participation in public and political life
 - v. investing in election procedures, materials and facilities that are appropriate, accessible and easy to understand and use
 - vi. advancing the right of all people with disabilities to vote by secret ballot
- s. Stopping discriminatory practices in immigration and refugee proceedings that prevent people with disabilities from immigrating to Canada
- t. Ensuring accessibility accommodations are available to complete the requirements to obtain citizenship
- u. Promoting and defending the rights of persons with disabilities internationally, increasing development aid for persons with disabilities with a focus on improving access and inclusion, and supporting international initiatives to address the human and socio-economic impact of combat tactics against civilians designed to disable people (e.g., landmines, amputations, toxic contamination, etc.)

OMNIBUS 1 – LES DROITS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP TEL QUE COMPILÉ PAR LE COMITÉ DES RÉSOLUTIONS

ATTENDU QUE la section 6.4 des Politiques du NPD sur les droits des personnes en situation de handicap est démodée et vague.

ET ATTENDU QUE la révision proposée repose sur la recherche et la consultation à l'intérieur et à l'extérieur du NPD, qu'elle offre clarté et orientation au porte-parole des personnes en situation de handicap au sujet des inégalités subies par les membres de ce groupe.

QUE la section 6.4 du Fonds des politiques du NPD soit entièrement revue et qu'elle soit modifiée comme suit :

Les néo-démocrates veulent :

- a. L'égalité des personnes en situation de handicap et de toutes les autres personnes, de même que l'inclusion à part entière de toutes les personnes en situation de handicap et leur participation efficace à la société canadienne sous l'égide de la Charte canadienne des droits et libertés et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU
- b. La mise en œuvre intégrale de la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU, y compris :
 - i. un plan d'action national comportant des repères et des échéanciers
 - ii. un mécanisme de surveillance indépendant
 - iii. une participation significative de la collectivité des personnes en situation de handicap à l'élaboration et à la surveillance du plan d'action
 - iv. la signature et l'approbation du Protocole facultatif qui prévoit un mécanisme de règlement des plaintes
 - v. l'élimination de la réserve au sujet de l'Article 12, qui prévoit la primauté de la reconnaissance de l'égalité sur la loi
- c. L'élaboration et la mise en œuvre d'une Loi sur les personnes en situation de handicap du Canada (LPHC) d'application générale. Établie à la suite de vastes consultations significatives auprès de personnes en situation de handicap et d'autres intervenants, cette loi éliminera les obstacles et favorisera l'accessibilité, la participation efficace et l'égalité des chances des personnes en situation de handicap.
- d. Un financement suffisant pour le Programme de contestation judiciaire afin de garantir que les personnes en situation de handicap et les organismes alliés soient en mesure de protéger et de faire progresser les droits à l'égalité.
- e. Appliquer une optique des personnes en situation de handicap, c'est-à-dire une analyse axée sur les situations de handicap, à la politique publique et inclure de façon significative ces personnes à l'élaboration de la politique publique
- f. Nommer un Commissaire aux personnes en situation de handicap chargé de conseiller le Parlement et le ministre responsable des questions touchant les personnes en situation de handicap jusqu'à ce que cette charge soit attribuée aux termes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU ou de la LPHC
- g. Promouvoir l'égalité économique des personnes en situation de handicap, c'est-à-dire :
 - i. l'équité salariale pour les personnes en situation de handicap
 - ii. des initiatives qui éliminent les obstacles systémiques à l'emploi

- iii. des initiatives visant à recruter, à embaucher, à promouvoir et à maintenir en poste des personnes en situation de handicap dans les secteurs public et privé
 - iv. enrayer l'embauche disproportionnée de personnes en situation de handicap pour des postes temporaires et précaires
 - v. un meilleur accès aux prestations régulières d'AE, aux prestations de maladie et aux prestations de compassion
- h. Réduire la pauvreté et l'exclusion en coordonnant les prestations et en facilitant l'accès à des programmes convenables de soutien du revenu
- i. Établir l'équité fiscale et le soutien du revenu pour les personnes en situation de handicap, y compris le remboursement juste et équitable des crédits d'impôt
- j. Simplifier et clarifier l'accès au crédit d'impôt pour handicapées et aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada, et en garantir l'équité et la transparence. Éliminer les obstacles dans les programmes qui établissent des « catégories » d'invalidité et engendrent des résultats inégaux au chapitre de l'accès aux prestations.
- k. Réparer le processus d'appel du Régime de pensions du Canada en matière d'invalidité. Accorder aux appelants une audience dans un délai raisonnable, de façon équitable, avec un représentant de leur choix et des arbitres possédant l'expertise de l'invalidité.
- l. Veiller à ce que des services accessibles soient mis à la disposition des personnes, par téléphone et en ligne à tous les points de contact, avec le gouvernement fédéral, les institutions fédérales et les sociétés d'État
- m. Investir dans le logement abordable, stable, sûr, accessible et supervisé
- n. Garantir l'accès équitable, le coût et la qualité de l'enseignement postsecondaire pour les élèves en situation de handicap
- o. Veiller à ce que les investissements dans la santé, l'assurance-maladie, le transport en commun, l'infrastructure, les services à la collectivité et les services sociaux, et le sport et les loisirs facilitent l'inclusion sociale et la participation des personnes en situation de handicap
- p. Élaborer une Stratégie de justice en matière de personnes en situation de handicap pour garantir un traitement équitable des personnes en situation de handicap qui entrent en contact avec le système de justice, comme victimes, témoins, suspects ou contrevenants. La stratégie renfermerait un ensemble de principes et de directives de base portant sur les communications et le soutien pertinents, l'intervention et la diversion rapides, l'amélioration de la capacité de fournir des services et de l'accessibilité aux services, la formation efficace, l'imputabilité et la surveillance accrues, et de meilleurs cadres et politiques
- q. S'attaquer aux taux accrus de violence et de crime contre des personnes en situation de handicap, plus particulièrement des femmes
- r. Éliminer les obstacles à la participation politique des personnes en situation de handicap, c'est-à-dire :
- i. procéder à la réforme du système électoral
 - ii. élaborer une stratégie d'accès à un poste d'élu
 - iii. rembourser les frais relatifs à une limitation fonctionnelle pour les candidats à une élection
 - iv. promouvoir et offrir un contexte inclusif qui permet une participation effective et à part entière à la vie publique et politique

- v. investir dans des procédures, des documents et des locaux de campagne électorale qui sont convenables, accessibles et faciles à comprendre et à utiliser
- vi. faire progresser le droit de toutes les personnes en situation de handicap à voter par scrutin secret
- s. Mettre fin aux pratiques discriminatoires dans les procédures d'immigration et de réfugié qui empêchent les personnes vivant avec une limitation fonctionnelle d'immigrer au Canada
- t. Veiller à faciliter l'accès aux locaux permettant de remplir les procédures d'obtention de la citoyenneté canadienne
- u. Promouvoir et défendre les droits des personnes en situation de handicap à l'échelle internationale; majorer l'aide au développement offerte aux personnes en situation de handicap dans le but de leur faciliter l'accès et d'améliorer leur inclusion; et appuyer les initiatives internationales visant à examiner les répercussions humaines et socioéconomiques des tactiques de combat contre des civils désignés pour invalider des personnes (p. ex., des mines terrestres, l'amputation, la contamination toxique)

6-2-16

NATIONAL INQUIRY INTO MURDERED AND MISSING INDIGENOUS WOMEN AND GIRLS

TBIR Section 6.5.h in the policy book be amended to read:

- h. Calling on the government to develop a coordinated federal response to violence against indigenous women, including:
 - i. ensuring that there is a national as opposed to federal inquiry;
 - ii. recognizing that indigenous women, and violence against indigenous women and girls, must be the central focus of the inquiry;
 - iii. acknowledging that the national inquiry should feature, and its findings be informed by, an analysis of closed, uninvestigated, and/or partially investigated cases;
 - iv. supporting the meaningful participation of indigenous women and those who work with and advocate for these women;
 - v. providing effective supports to ensure that each family has the opportunity to participate in the inquiry;
 - vi. ensuring that the national inquiry focus on systemic causes of discrimination rooted in Canadian institutions and government practices and policies, while taking into account social and economic factors that put indigenous women and girls at greater risk, such as poverty, inadequate housing, overcriminalization, inadequate access to detox and addiction treatment programs, failures of the child welfare system, and the systematic de-funding of women's and indigenous women's organizations and leadership;
 - vii. ensuring a public education component to the inquiry, such that the indigenous- and non-indigenous public are educated by what the inquiry finds and reveals about violence against indigenous women and the harms it causes;
 - viii. incorporating ceremonial activities to promote healing; and
 - ix. committing to implement the inquiry's recommendations.

ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET PORTÉES DISPARUES

QU'IL SOIT RESOLU QUE le paragraphe 6.5.h des Politiques du NPD sera modifié comme suit :

- h. Demander au gouvernement d'élaborer une initiative fédérale coordonnée sur la violence faite aux femmes autochtones, notamment :
 - i. exécuter une enquête nationale plutôt que fédérale;
 - ii. reconnaître que les femmes autochtones, et la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones, doivent être au centre de l'enquête;
 - iii. reconnaître que l'enquête nationale doit renfermer une analyse des cas réglés, non soumis à enquête et(ou) soumis à une enquête partielle, et que les constatations doivent être éclairées;
 - iv. appuyer la participation significative des femmes autochtones et des personnes qui œuvrent auprès de ces femmes et qui les défendent;
 - v. offrir un soutien efficace pour que chaque famille ait la possibilité de participer à l'enquête;
 - vi. veiller à ce que l'enquête nationale insiste sur les causes systémiques de discrimination prenant leurs racines dans les institutions canadiennes et les pratiques et politiques du gouvernement, tout en tenant compte des facteurs sociaux et économiques susceptibles de mettre davantage en danger les femmes et les jeunes filles autochtones, notamment la pauvreté, le logement inadéquat, la criminalisation excessive, l'accès insuffisant à des programmes de désintoxication et de traitement des dépendances, les lacunes des programmes de protection de l'enfance, et la réduction systématique du financement des organismes d'aide aux femmes et aux femmes autochtones, et le leadership;
 - vii. veiller à implanter un volet éducation publique dans l'enquête, de sorte que le public autochtone et non autochtone soit renseigné au sujet des problèmes relevés par l'enquête et de la violence faite aux femmes autochtones, et des maux qu'elle engendre;
 - viii. intégrer des activités cérémoniales favorisant la guérison;
 - ix. s'engager à mettre en œuvre les recommandations de l'enquête.

6-3-16

CULTURAL INSTITUTIONS

TBIR an NDP government will work with public bodies to adequately fund the arts across Canada. An NDP government will work towards ensuring free admission to national museums and galleries to encourage Canadians to experience our cultural treasures.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT an NDP government will adequately fund the CBC/Société Radio-Canada and other cultural institutions and will ensure their board is appointed in an independent manner, without political pressure, so they may plan their programs, hire the needed employees, and provide the high quality Canadians deserve.

INSTITUTIONS CULTURELLES

QU'IL SOIT RÉSOLU QU'un gouvernement néodémocrate collaborera avec les organismes publics pour financer adéquatement les arts partout au pays. Un gouvernement néodémocrate visera à implanter l'accès gratuit aux galeries et musées nationaux afin d'encourager les Canadiens à profiter de nos trésors culturels.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QU'un gouvernement néodémocrate financera adéquatement la Société RadioCanada/CBC et d'autres institutions culturelles et s'assurera que son conseil d'administration soit nommé de façon indépendante,

sans pression politique, de sorte qu'elles puissent planifier leur programmation, embaucher les employés nécessaires et offrir aux Canadiens le contenu de grande qualité qu'ils méritent.

6-4-16

CARDING

TBIR the NDP stand up for human rights and the freedoms of Canadians and calls for an immediate end to the practice of carding.

EXIGENCE DE VOIR LES CARTES D'IDENTITÉ

QU'IL SOIT RESOLU QUE le NPD défende les droits de la personne et les libertés des Canadiens et réclame la cessation de l'exigence policière de voir les cartes d'identités.

6-26-16

ELIMINATION OF HATE PROPAGANDA

TBIR the NDP demand that the Government of Canada:

1. Initiate collaboration among and participate in any current joint efforts among other countries recognizing LGBTQ rights, and such institutions as the United Nations Human Rights Commission, to pressure countries that have adopted or are in the process of adopting discriminatory laws against LGBTQ persons to change their internal laws in favour of LGBTQ persons or to make legislators aware of the rights of LGBTQ persons;
2. Seriously consider, with the goal of pressuring the countries identified in paragraph 1, stopping all financial aid to these countries, excluding international aid and solidarity that would be provided preferably through NGOs not discriminating against LGBTQ persons;
3. Strengthen Canadian laws to eliminate hate propaganda or inciting hatred against LGBTQ PERSONS in Canada.

ÉLIMINATION DE LA PROPAGANDE HAINEUSE

QU'IL SOIT RESOLU QUE le NPD exige du gouvernement du Canada qu'il:

1. Soit l'instigateur de concertation et poursuive toute concertation actuelle entre d'autres pays reconnaissant les droits LGBTT et des institutions telles que la Commission des droits humains des Nations Unies, afin de faire pression sur les pays qui ont adopté ou qui sont en voie d'adopter des lois discriminatoires envers les personnes LGBTT, dans le but de changer leur droit interne en faveur des personnes LGBTT ou de sensibiliser les législateurs aux droits LGBTT;
2. Considère sérieusement, dans l'objectif de faire pression sur les pays identifiés à l'alinéa 1, geler toute aide financière destinée à ces pays, excluant l'aide et la solidarité internationale, lesquelles transiteront, de préférence par des ONG ne faisant pas de discrimination à l'égard des personnes LGBTT;
3. Renforce les lois canadiennes afin d'éliminer la propagande haineuse ou incitant à la haine contre les personnes LGBTT au Canada.

6-10-16

THÉRÈSE CASGRAIN AWARD

TBIR the Women's Council of the NDP ask elected New Democrats to take all necessary steps to reinstate the Thérèse Casgrain Volunteer Award so that the deserving efforts of women are recognized.

PRIX THÉRÈSE-CASGRAIN

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil Fédéral des Femmes du NPD demande aux élus et élues néo- démocrates de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir le Prix Thérèse Casgrain, afin que les efforts méritoires de certaines femmes soient reconnus.

PANEL SEVEN | GROUPE DE DISCUSSION 7

7-1-16

COMMITTEE NAME CHANGE

Article VII, Section 3(d) of the Constitution be amended by striking “Disability Rights Committee”, and replacing this phrase with “Persons Living with disAbilities Committee”; and

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Article VIII, Section 1(h)(ii) of the Constitution be amended by striking “People Living with Disabilities Committee”, and replacing this phrase with “Persons Living with disAbilities Committee”;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the phrase “Persons Living with disabilities Committee” replace “Disability Rights Committee” or “People Living with Disabilities Committee” throughout the document.

CHANGEMENT DE NOM D’UN COMITÉ

l’alinéa 3d), à l’article VII des Statuts, soit modifié en supprimant l’expression « Comité des droits des personnes ayant une limitation fonctionnelle », et en la remplaçant par « Comité des personnes en situation de handicap »;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le sous-alinéa 1 h) (ii), à l’article VIII des Statuts, soit modifié en supprimant l’expression « Comité des droits des personnes vivant avec une limitation fonctionnelle » et en la remplaçant par « Comité des personnes en situation de handicap »;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE l’expression « Comité des personnes en situation de handicap » remplace « Comité des droits des personnes ayant une limitation fonctionnelle » ou « Comité des droits des personnes vivant avec une limitation fonctionnelle » dans tout le document.

7-3-16

DEVELOP AND SUPPORT ATLANTIC CANADIAN EDAS

TBIR the Atlantic Canadian Committee develop a plan to ensure the Party remains vibrant and relevant to Atlantic Canadians, in consultation with Atlantic Canada EDAs;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the Atlantic Canadian Committee commit sufficient resources, including a dedicated organizer based in Atlantic Canada to ensure that the Party remains politically attractive to Atlantic Canadians;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the Atlantic Canadian Committee, in consultation with Atlantic Canada EDAs, develop a targeted electoral plan for Atlantic Canada to be implemented on the ground no later than 2 years before the next election.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the Committee be struck by the Federal Council and include representatives reflect the population of each Atlantic Canadian province.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT a substantial dedicated advertising fund be established 3 years ahead of the 2019 election for Atlantic Canada.

DÉVELOPPEMENT ET SOUTIEN DES AC DU CANADA ATLANTIQUE

IL EST RÉSOLU QUE le Comité du Canada Atlantique élabore un plan pour s’assurer que le parti demeure dynamique et pertinent pour les Canadiens de l’Atlantique, en consultation avec les AC du Canada Atlantique;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le Comité du Canada Atlantique engage des ressources suffisantes, y compris un organisateur qui sera basé dans le Canada Atlantique, pour veiller à ce que le Parti reste politiquement attrayant pour les Canadiens de l'Atlantique;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le Comité du Canada Atlantique, en consultation avec les AC du Canada atlantique, élabore un plan électoral ciblé pour le Canada atlantique à mettre en œuvre sur le terrain au plus tard deux ans avant la prochaine élection.

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le comité soit mis sur pied par le conseil fédéral et comprenne des personnes qui représentent la population de toutes les provinces de l'Atlantique.

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QU'un important fonds consacré à la publicité soit mis sur pied trois ans avant l'élection de 2019 dans le Canada Atlantique.

7-4-16

STANDARDIZING PARTY PROCESSES, INTERPRETATION AND RULES OF ORDER AND EDAS BY-LAWS

TBIR the Federal Council shall establish by-laws on the following within 18 months:

1. The process for establishing and amending by-laws.
2. Interpretation and rules of order for business of the Party, which shall also address gender identity for gender-based requirements within the Party.
3. Minimum requirements for the by-laws of the electoral district associations of each province/ territory.
4. Rules of procedure for Convention resolution panels and plenaries.

UNIFORMISATION DES PROCESSUS, DE L'INTERPRÉTATION ET DES RÈGLES DE PROCÉDURE DU PARTI, ET DES RÈGLEMENTS DES AC

IL EST RÉSOLU QUE le Conseil fédéral établisse des règlements sur les points suivants dans les 18 prochains mois :

1. Le processus d'établissement et de modification des règlements.
2. L'interprétation et les règles de procédure des affaires du Parti, qui doivent également traiter de l'identité sexuelle et des exigences fondées sur le sexe au sein du Parti.
3. Les exigences minimales des règlements des associations de circonscription de chaque province/ territoire.
4. Les règles de procédure des comités et des séances plénières pour les résolutions adoptées dans le cadre des congrès.

7-5-16

RULES AND PROCESS OF VETTING CANDIDATES IN A FEDERAL ELECTION

TBIR the Federal Council review the rules governing the nomination of candidates in consultation with the EDAs, to identify problematic decisions and communication problems, and adapt the rules and processes to resolve those problems, including the lengthy vetting time frames, and to report to Convention 2018.

###

RÈGLES ET PROCESSUS DE VALIDATION DES CANDIDATS À UNE ÉLECTION FÉDÉRALE

IL EST RÉSOLU QUE le Conseil fédéral examine les règles relatives à la nomination des candidats, en consultation avec les associations de circonscription, pour identifier les décisions problématiques et les problèmes de communication,

et adapter les règles et les processus en vue de résoudre ces problèmes, y compris les longs délais de vérification des antécédents, et fasse rapport au Congrès de 2018.

7-2-16

[NOTE: THIS WAS REFERRED TO THE RESOLUTIONS CMTE, AMENDED AND THEN PASSED AS AMENDED]

INCLUSION IN NDP ACTIVITIES

BE IT RESOLVED THAT the federal NDP reaffirms its commitment to create the conditions necessary to include New Democrats living on low-incomes in party activities on an equitable basis with other New Democrats;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Federal Council will undertake to review and revise principles and guidelines for the setting of delegate fees and the Affirmative Action Travel Pool, and investigate and develop alternatives for addressing the participation gap. Work to be completed no later than eight months prior to next convention;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT this work meaningfully include New Democrats with lived experience of poverty;

BE IT FURTHER RESOLVED THAT a report be written and submitted to federal council and distributed to EDAs upon completion.

INCLUSION DANS LES ACTIVITÉS DU NPD

IL EST RÉSOLU QUE le NPD fédéral réaffirme son engagement en vue de créer les conditions propices à l'inclusion dans les activités du parti des néo-démocrates qui vivent avec de faibles revenus sur un pied d'égalité avec les autres néo-démocrates;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le Conseil fédéral entreprendra l'examen et la révision des principes et des lignes directrices pour l'établissement des droits de délégués et la réserve de voyages vu programme d'action positive, et étudiera et développera des solutions de rechange pour combler l'écart de participation. Les travaux devront être terminés au plus tard huit mois avant le congrès suivant;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE ces travaux comprennent de façon significative les néodémocrates avec une expérience vécue de la pauvreté.

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QU'un rapport soit rédigé et présenté au conseil fédéral et distribué aux AC une fois terminé.

